

Dix ans après, l'Europe est l'idiot du village global

ON SAIT QUE LES GRANDES CRISES financières font des perdants et des gagnants. Parmi les trois zones économiques majeures (USA, Chine, zone euro), l'Europe est aujourd'hui clairement la perdante. On peut même la qualifier d'idiot du village global.

Alors même que les sources de la crise il y a dix ans se trouvaient aux Etats-Unis (bulle immobilière, titrisation de masse, banques fantômes...), la zone euro accuse un retard cumulé de 11,3 points de PIB par rapport aux Etats-Unis. En termes d'emplois, les Etats-Unis ont créé huit millions d'emplois nets depuis 10 ans alors que la zone euro est à peine au-dessus de 2 millions. Le PIB par habitant est 8,5 % au-dessus du niveau pré-crise aux Etats-Unis, contre +3,4 % pour la zone euro.

Rarement un tel creusement des performances fut-il effectué sur une période aussi courte en temps de paix. On sait que la qualité du diagnostic et du timing dans l'action restent les deux facteurs clé de succès.

Or, la gouvernance de l'Union européenne a multiplié les défaillances fatales depuis dix ans : erreur de diagnostic en 2008 (focalisation sur le pseudo-risque inflationniste) et de timing (extrême lenteur dans les réactions post-Lehman). Sans oublier la gestion calamiteuse de la crise de la dette souveraine entre 2010 et 2012, où l'Europe a imposé une surenchère à la fois budgétaire (affichage de cibles inatteignables, délais trop courts, caractère simultané et généralisé des politiques d'ajustement...), monétaire (deux hausses de taux directeurs en 2011, absence de réel prêteur en dernier ressort jusqu'à l'été 2012) et prudentielle (d'où une restriction très forte sur l'offre de crédit). Cela a renvoyé l'ensemble de la région dans une nouvelle récession entre l'automne 2011 et le printemps 2013. D'où de nouvelles capacités détruites et une baisse de la croissance potentielle à un niveau inédit depuis 1945.

De façon plus récente, et dans un autre registre, la décision improvisée et absurde d'ouverture des frontières par Angela Merkel a été à l'origine pour une bonne part du Brexit, de la crise politique en Italie, de l'envolée de l'AfD, d'une fracture avec l'Europe centrale et de son considérable affaiblissement politique interne.

Faiblesses décisives. Il est vrai qu'il y a eu d'indéniables améliorations dans la gestion des crises (création du Mécanisme européen de stabilité, ébauche d'union bancaire, attitude innovante et appropriée de la BCE de Mario Draghi), mais la zone euro souffre toujours de faiblesses décisives (absence de toute coordination des politiques publiques, polarisation des inégalités territoriales, insuffisante mobilité du travail, recul de la mobilité des capitaux), pour pouvoir prétendre amorcer une impulsion positive.

Aujourd'hui, les approches comptables ridicules continuent de dominer dans la gestion des politiques budgétaires et l'industrie bancaire européenne continue de subir un déluge réglementaire, au point d'affaiblir nettement sa profitabilité relative aux établissements américains.

L'image de l'Europe chez les investisseurs s'est considérablement amoindrie et le poids de l'euro dans les réserves de change, pourtant déjà très faible, a diminué depuis dix ans. La domination juridique des Etats-Unis s'est, de son côté, renforcée grâce en partie au rôle du dollar dominant. Parallèlement, l'avance technologique américaine a été confortée et le rattrapage chinois (organisé par la puissance publique) se fait à une vitesse inouïe. Au final, l'Europe offre l'image, dix ans après, d'un continent non seulement désuni, mais aussi vieillissant, risquophobe et, finalement, décadent. Jean-Pierre Petit est président des *Cahiers verts de l'économie*.